

*Les crédits*

Je suis consterné et ébahi de voir que mon collègue du Nouveau Parti démocratique, dans le but exprès de défendre Bob Rae, Roy Romanow ou son collègue de la Colombie-Britannique, le nouveau chef qui vient d'être élu, va jusqu'à déclarer: «Vous savez, les compressions appliquées en Saskatchewan, en Ontario et en Colombie-Britannique, les licenciements d'infirmières et de professionnels de la santé, la fermeture d'un certain nombre d'ailes dans les hôpitaux et l'élimination de lits, tout cela n'est pas une attaque contre l'universalité, car même si nous en venons à ne pouvoir offrir que des services improvisés dans le cadre de notre régime, au moins tout le monde aura accès à ces moyens improvisés.» C'est la philosophie du NPD. Tant que tout le monde a accès au plus petit dénominateur commun, on ne peut pas parler de réduction.

C'est un scandale. Nous ne pouvons pas nous battre uniquement pour maintenir l'universalité du régime, quitte à ce que ce régime soit médiocre. Nous devons nous battre pour maintenir la qualité des services. Il ne faut pas qu'un seul niveau de gouvernement dicte à tous les autres des normes de qualité. Il faut tenir un débat intelligent et informé sur les choix qui s'offrent à nous pour maintenir au Canada des services de santé dont les Canadiens puissent être fiers et qu'ils puissent considérer comme un droit.

J'ai bien des craintes pour mes collègues néo-démocrates. J'ai l'impression qu'ils sont complètement perdus. Ils semblent encore prisonniers des conceptions politiques d'autrefois. La division entre la droite et la gauche, la promotion de la lutte des classes, l'idée de «faire payer les riches» ou de «faire payer les pauvres» et cette façon de dresser un groupe social contre l'autre, tout cela est tellement dépassé que les néo-démocrates risquent de ne pas pouvoir faire face aux bouleversements qui s'annoncent et de ne pas pouvoir gérer le changement comme les partis politiques modernes doivent le faire. Il ne suffit pas de rester là et de se laisser submerger.

Ce que je dois dire à mon collègue, c'est que la révolution a connu de beaux jours de gloire, mais la révolution est chose du passé. Le Canada doit s'adapter aux années 90 et voir plus loin encore.

**M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona):** Madame la Présidente, il n'y a rien de plus divertissant à la Chambre que d'écouter les envolées lyriques du député de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte.

Je n'ai même pas l'intention d'essayer de faire concurrence au député sur le plan de l'éloquence ou encore du

zèle avec lequel il s'en est pris à ses collègues du NPD qui ont présenté cette motion. Sa réponse montre que toute cette question des frais modérateurs touche une corde sensible chez les libéraux.

Je voudrais d'abord répondre à une remarque qui a été faite plus tôt par le député d'Etobicoke. Ce dernier a accusé le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario d'être responsable du déficit dans cette province, après avoir parlé pendant un long moment de la gravité de la récession que traverse le Canada, particulièrement l'Ontario.

S'il est question ici, comme l'a dit le député qui vient de parler, de ne pas chercher un avantage injuste et de ne pas déformer la vérité dans le but de se faire du capital politique, alors je crois que les libéraux ne peuvent pas dire ce qu'ils disent au sujet de l'Ontario.

Ils ne peuvent pas parler de l'impact énorme de la récession sur l'Ontario et, dans la phrase suivante, accuser le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario d'être responsable du déficit dans cette province. Bien sûr, il y a un certain lien entre la récession en Ontario et le déficit que le gouvernement provincial a dû créer à cause de la conjoncture économique dans cette province.

Je crois aussi qu'on étire la vérité en disant que le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario a hérité d'un budget équilibré. Nous savons que ce n'est pas le cas, mais c'est pourtant l'impression que le gouvernement libéral de l'époque a essayé de donner durant la campagne électorale qui a conduit le NPD au pouvoir.

Le député de Terre-Neuve a soulevé un point qui est peut-être au coeur de ce débat. Il a dit que, si les budgets des provinces continuent d'être comprimés parce que le gouvernement fédéral réduit, de façon unilatérale, les fonds qu'il verse en vertu du financement des programmes établis, du Régime d'assistance publique du Canada, du programme de péréquation ou de quoi que ce soit d'autre, il viendra un moment où, particulièrement dans le secteur des soins de santé, les gouvernements provinciaux se verront obligés de faire un choix entre Charybde et Scylla, si je peux m'exprimer ainsi.

Il faut décider entre réduire les services ou chercher de nouvelles sources de recettes, et c'est là qu'intervient la question des frais d'utilisation.

Le député de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte ne voulait pas faire de distinction entre l'imposition de frais d'utilisation et la réduction des services de santé, voyant ces deux mesures comme une attaque contre l'assurance-maladie.